

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 september 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 662-1.- Commissieverslag, nr. 662-2. - In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 662-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 6 september 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/32185]

**25 OCTOBRE 2018. — Décret relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *DISPOSITIONS GÉNÉRALES*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par:

1° « Gouvernement »: le Gouvernement de la Communauté française;

2° « ETNIC »: l'« Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française », organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique visé par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la communauté française (ETNIC);

3° « Bénéficiaires »: les bénéficiaires des missions de l'ETNIC au sens de l'article 1, 2°, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la communauté française (ETNIC), à l'exception des entités, organismes ou services visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, c) et d), du décret relatif à l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la communauté française (ETNIC) à moins que le présent décret ne leur ait été rendu applicable par un accord de coopération ou un décret conjoint;

4° « Décret ETNIC »: décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la communauté française (ETNIC);

5° « Entité » ou « entités »: la ou les entités visée(s) à l'article 2 du présent décret;

6° « Conseil stratégique »: le Conseil stratégique du Numérique et de l'Informatique de la Communauté française visé à l'article 6 du présent décret;

7° « Plan stratégique »: le plan stratégique du numérique et de l'informatique visé à l'article 12 du présent décret;

8° « Instance »: l'instance visée à l'article 10 du présent décret;

9° « Projet »: un ensemble d'activités coordonnées et maîtrisées comportant des dates de début et de fin, entrepris dans le but d'atteindre un objectif conforme à des exigences spécifiques.

10° « Service »: un ensemble approprié de technologie, processus et personnes visant à fournir à un client des fonctionnalités selon des niveaux de service à un prix acceptable;

11° « Maintenance »: un ensemble d'actions techniques, administratives et de gestion durant le cycle de vie d'une solution, destinées à la maintenir, la rétablir dans un état dans lequel elle peut accomplir la fonction requise ou à l'enrichir de fonctions supplémentaires;

12° « Système d'information »: un ensemble organisé de ressources (matériel, logiciel, personnel, données, procédures) permettant d'acquérir, traiter, stocker, communiquer des informations (sous forme de données, textes, images, sons, etc.);

13° « Portefeuille »: un ensemble cohérent de ressources affectées au système d'information mises en œuvre en vue d'atteindre des objectifs transversaux ou spécifiques à une entité organisationnelle dans le domaine du numérique et de l'informatique;

14° « Comité de portefeuilles »: organe collégial de suivi, pilotage et arbitrage des activités (projets, services, maintenance) menées au sein d'un portefeuille.

**Art. 2.** Le présent décret s'applique à l'ETNIC et aux bénéficiaires.

#### CHAPITRE II. — PRINCIPES GENERAUX

**Art. 3.** La politique du numérique et de l'informatique en Communauté française s'appuie sur les principes suivants:

- 1° l'orientation usager;
- 2° l'inclusion et l'accessibilité;
- 3° le respect de la vie privée et la sécurité;
- 4° l'ouverture;
- 5° la transparence;
- 6° la réutilisation;
- 7° la neutralité technologique et la portabilité des données;
- 8° la simplification administrative;
- 9° la préservation de l'information;
- 10° la proportionnalité et la subsidiarité;
- 11° l'efficacité et l'efficience;
- 12° la continuité de services.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le système d'information doit respecter les principes suivants:

- 1° être intégré;
- 2° garantir l'accès de chacun aux informations utiles;
- 3° offrir des outils modernes, souples, évolutifs et adaptés aux différents besoins;
- 4° améliorer l'efficacité et la simplicité de mise en œuvre des processus administratifs;
- 5° promouvoir la démarche de numérisation.

§ 2. Un système d'information doit s'appuyer sur des principes d'architecture qui répondent aux normes standards des systèmes d'information modernes qui sont déterminés dans le plan stratégique.

**Art. 5.** Afin d'assurer une politique d'internalisation et d'externalisation cohérente et en adéquation avec le présent décret, les quatre principes suivants doivent, notamment, être respectés:

- 1° favoriser les solutions transversales, intégrées ou génériques;
- 2° mettre en place des mécanismes de décision et collaboration commun en vue d'assurer une co-responsabilité tant dans le chef de l'entité que de l'ETNIC;
- 3° assurer la transparence sur la consommation des budgets par l'ETNIC;
- 4° assurer l'efficience dans les choix opérés tant pour l'entité que pour l'ETNIC.

#### CHAPITRE III. — INSTANCES DE GOUVERNANCE

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Conseil stratégique du Numérique et de l'Informatique de la Communauté française.

§ 2. Le Conseil stratégique a pour missions principales de:

- 1° définir et piloter la politique du numérique et de l'informatique en coordonnant, dans le cadre du plan stratégique, les approches des entités afin de définir une stratégie et des lignes directrices transversales concertées;
- 2° mettre en place une concertation structurée et un cadre de gouvernance commun entre l'ETNIC et les entités, qui bénéficient de ses missions;
- 3° conseiller le Gouvernement.

§ 3. Dans le cadre de l'application du paragraphe 2 et le respect des principes inscrits dans le présent décret, le Conseil stratégique est notamment chargé de:

- 1° proposer au Gouvernement, en vue de son approbation, le plan stratégique et en assurer le suivi;
- 2° proposer la mise en place, au sein de l'ETNIC et de ses bénéficiaires, d'initiatives pour assurer la qualité de la relation entre l'entité et l'ETNIC;
- 3° proposer toute amélioration nécessaire du catalogue de services IT commun de l'ETNIC, au regard des évolutions technologiques et en fonction des besoins de chaque entité;
- 4° arbitrer les choix stratégiques transversaux sur toute question qui lui est soumise;
- 5° remettre un avis ou une recommandation, à la demande du Gouvernement ou de sa propre initiative, sur toutes les questions relatives à la politique et à la stratégie du numérique et de l'informatique, en ce compris les questions relatives au pilotage du financement commun de l'ETNIC;
- 6° remettre un avis sur le rapport annuel de l'ETNIC;
- 7° remettre un avis, à la demande du Gouvernement ou de sa propre initiative, notamment à l'occasion de l'évaluation des fonctionnaires généraux de l'ETNIC, sur la contribution de l'ETNIC à la réalisation des plans de développement informatique des entités qui y sont représentées. Cet avis est rendu sans la participation de l'ETNIC.

§ 4. Dans sa prise de décision, le conseil stratégique respecte les lignes directrices émises par le Gouvernement, y compris sur le plan organisationnel et budgétaire.

Les décisions du conseil stratégique sont prises par consensus. À défaut de consensus, sur tout point nécessitant un arbitrage, celui-ci est soumis dans les 10 jours ouvrables au Gouvernement.

Chaque entité assure l'exécution des décisions du conseil stratégique pour ce qui relève de ses compétences respectives.

§ 5. L'ETNIC est chargée du secrétariat du conseil stratégique.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil stratégique est composé des membres permanents suivants:

- 1° l'Administrateur général et le Directeur Général de l'Informatique de l'ETNIC, ou leurs représentants respectifs;
- 2° le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française et le Directeur général de la Direction générale d'appui et de coordination de ce Ministère, ou leurs représentants respectifs;
- 3° les fonctionnaires dirigeants, ou leur représentant, des autres bénéficiaires de l'ETNIC;
- 4° un représentant du Gouvernement, qui en assure la présidence. La procédure de désignation du représentant est arrêtée par le Gouvernement.

Un représentant de l'Inspection des finances participe, de manière permanente, à titre d'observateur, à ce conseil stratégique.

§ 2. Ce conseil stratégique invite de manière ponctuelle, selon les besoins ou à la demande d'un des membres:

- 1° les fonctionnaires dirigeants des entités, organismes ou services visés à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, c) et d), du décret relatif à l'ETNIC pour les points qui les concernent;
- 2° des experts ayant, notamment, une expérience approfondie du numérique et de l'informatique.

§ 3. Le conseil stratégique se réunit au minimum quatre fois par an.

Une fois par an, au mois de juin, il rassemble l'ensemble des entités.

**Art. 8.** Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement de ce conseil stratégique, y compris celles relatives à la remise des avis visés au paragraphe 3 de l'article 6 et le règlement d'ordre intérieur.

Le Gouvernement arrête les modalités relatives à la demande d'avis visée à l'article 6, § 3, 5° et 7°.

**Art. 9.** Chaque année, pour le 30 juin au plus tard, le conseil stratégique remet un rapport, établi sur la base des propositions de l'ETNIC, sur l'exécution du plan stratégique, au Gouvernement.

Le Gouvernement transmet le rapport au Parlement de la Communauté française dans le mois de sa prise d'acte.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. En cohérence avec le plan stratégique, chaque entité crée ou identifie, en son sein, une instance chargée de notamment:

1° sur le plan stratégique:

- a) assurer le suivi de la gouvernance et de la stratégie en matière de numérique et d'informatique définie par le Gouvernement;
- b) approuver, sur la base des propositions de l'ETNIC sur le plan technique, un plan de développement informatique qui décline sa feuille de route stratégique en respectant le plan stratégique du conseil stratégique;
- c) mettre en place une ligne de conduite cohérente en matière d'évolution du numérique et de l'informatique;

2° sur le plan opérationnel:

- a) garantir une adéquation de son architecture informatique avec les lignes directrices du plan stratégique;
- b) assurer une priorisation, une planification et une anticipation de ses projets transversaux ou stratégiques prioritaires;
- c) réaliser un pilotage transversal et un suivi efficace des projets informatiques de l'entité concernée en cours et à venir et effectuer dans ce cadre, les arbitrages nécessaires.

§ 2. Cette instance est présidée par le fonctionnaire dirigeant de l'entité.

Elle est composée, à tout le moins, des membres du Comité de direction de l'entité ou organe équivalent et d'un ou plusieurs représentant(s) de l'ETNIC.

§ 3. Cette instance se réunit au minimum 6 fois par an.

§ 4. Dans sa prise de décision, chaque instance respecte les lignes directrices émises par le Gouvernement ou celles inscrites dans le plan stratégique, approuvées par le Gouvernement.

Les arbitrages sont réalisés par l'instance dans les limites des moyens budgétaires alloués par le Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement arrête les modalités de communication et de collaboration de ces instances avec le conseil stratégique.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'assurer le pilotage des demandes dans le domaine du numérique et de l'informatique soumises à l'ETNIC par les entités, l'instance peut créer un ou plusieurs comités de portefeuilles.

§ 2. Les missions, les compétences et le mode de fonctionnement de ces comités de portefeuilles sont définis par l'instance.

§ 3. Chaque comité de portefeuilles est composé, à tout le moins, des fonctionnaires généraux concernés de l'entité et d'un ou plusieurs représentant(s) de l'ETNIC.

§ 4. Dans sa prise de décision, chaque comité de portefeuilles doit veiller à respecter les lignes directrices émises par l'instance de référence au sein de son entité respective créé en application de l'article 10 ainsi que celles émises par le conseil stratégique ou inscrites dans le plan stratégique, approuvées par le Gouvernement.

Les arbitrages réalisés ne peuvent impacter l'allocation des ressources ou du budget des autres portefeuilles.

#### CHAPITRE IV. — PLAN STRATEGIQUE

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. La politique du numérique et de l'informatique de la Communauté française se traduit dans un plan stratégique du numérique et de l'informatique.

§ 2. Ce plan contient à tout le moins:

- 1° la définition et les lignes directrices relatives aux principes généraux déterminés par le chapitre I<sup>er</sup> du présent décret;

2° les lignes directrices sur les thématiques suivantes:

a) l'alignement stratégique qui permet sur la base des besoins des métiers de déterminer les outils de traitement de l'information qui apporteront la plus haute valeur ajoutée pour atteindre les objectifs stratégiques de la Communauté française. Ces lignes directrices portent sur les grandes évolutions fonctionnelles à intégrer dans le système d'information en fonction des évolutions des métiers et des technologies de l'information;

b) le système d'information en vue d'améliorer son efficacité et sa qualité notamment au travers des éléments suivants:

- la maîtrise des risques et des coûts;
- la rationalisation et la mutualisation des services informatiques, dont notamment, les infrastructures, les solutions d'hébergement physique et virtuel;
- l'interopérabilité des outils, des méthodes et standards en matière de développement informatique, d'architecture, de gestion de projets et de services;
- la politique d'internalisation et d'externalisation;
- l'innovation numérique.

c) L'organisation en lien avec l'évolution des métiers et des missions.

§ 3. Ce plan est défini pour une durée de 5 ans.

A cette échéance, il est revu par le conseil stratégique qui est chargé de présenter au Gouvernement une mise à jour.

§ 4. Le Gouvernement détermine les modalités de rédaction et de suivi du plan stratégique.

#### CHAPITRE V. — DISPOSITION FINALE

**Art. 13.** Le plan stratégique est approuvé pour la première fois par le Gouvernement au plus tard pour le 30 septembre 2020.

**Art. 14.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 octobre 2018.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des Femmes et de l'Égalité des Chances,  
I. SIMONIS

—————  
Note

*Session 2018-2019*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 683-1. – Amendements en commission, n° 683-2. — Rapport de commission, n° 683-3. – Texte adopté en commission, n° 683-4. – Amendement(s) en séance, n° 683-5. – Texte adopté en séance plénière, n° 683-6.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 24 octobre 2018.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/32185]

**25 OKTOBER 2018. — Decreet betreffende het beheerskader van het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — ALGEMENE BEPALINGEN

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder:

1° « Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° « ETNIC »: het « Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap », instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid bedoeld in het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

3° « Begunstigden » : de begunstigden van de ETNIC-opdrachten in de zin van artikel 1, 2°, van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), met uitzondering van de entiteiten, instellingen of diensten bedoeld in artikel 1, tweede lid, c) en d), van het decreet betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), behalve als dit decreet op hen van toepassing werd door een samenwerkingsakkoord of een gezamenlijk decreet;

4° « ETNIC-decreet » : decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

5° « Entiteit » of « entiteiten » : de entiteit(en) bedoeld in artikel 2 van dit decreet;

6° « Strategische raad » : de Strategische raad voor het digitale en informaticabeleid van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 6 van dit decreet;

7° « Strategisch plan » : het strategisch plan van het digitale en informaticabeleid bedoeld in artikel 12 van dit decreet;

8° « Instantie » : de instantie bedoeld in artikel 10 van dit decreet;

9° « Project » : een geheel van activiteiten gecoördineerd en beheerd met de begin- en einddata, die uitgeoefend worden om een doelstelling te bereiken die aan specifieke vereisten beantwoordt.

10° « Dienst » : een aangepast geheel van technologie, proces en personen met als doel functionaliteiten aan de klant te verschaffen volgens niveaus van dienst tegen een redelijke prijs;

11° « Onderhoud » : een geheel van technische, administratieve en beheersacties tijdens de leefcyclus van een oplossing, bestemd om deze te behouden, in stand te houden opdat ze de vereiste functie zou kunnen uitvoeren of haar te verrijken met bijkomende functies;

12° « Informatiesysteem » : een georganiseerd geheel van hulpmiddelen (materiaal, software, personeel, data, procedures) met als doel het verwerven, het verwerken, het opslaan, de mededeling van de informatie (in de vorm van data, teksten, beelden, geluiden, enzovoort.);

13° « Portefeuille » : een coherent geheel van hulpmiddelen die bestemd zijn voor het informatiesysteem en die uitgevoerd worden om de transversale of specifieke doelstellingen te bereiken van een organisatorische entiteit op het digitale en informaticavlak;

14° « Portefeuille-comité » : collegiaal orgaan voor de opvolging, de sturing en de arbitrage van activiteiten (projecten, diensten, onderhoud) die uitgevoerd worden binnen een portefeuille.

**Art. 2.** Dit decreet is van toepassing op het overheidsbedrijf " ETNIC " en op de begunstigden.

## HOOFDSTUK II. — ALGEMENE BEGINSELS

**Art. 3.** Het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap baseert zich op de volgende beginsels:

- 1° de gebruikersoriëntatie;
- 2° de inclusie en de toegankelijkheid;
- 3° de naleving van de persoonlijke levenssfeer en de veiligheid;
- 4° de opening;
- 5° de doorzichtigheid;
- 6° het hergebruik;
- 7° de technologische neutraliteit en de draagbaarheid van de data;
- 8° de administratieve vereenvoudiging;
- 9° de bewaring van de informatie;
- 10° de evenredigheid en de subsidiariteit;
- 11° de doeltreffendheid en de doelmatigheid;
- 12° de continuïteit van de diensten.

**Art. 4.** § 1. Het informatiesysteem moet de volgende beginsels naleven:

- 1° geïntegreerd worden;
- 2° de toegang van iedereen tot de nuttige informatie verzekeren;
- 3° moderne, soepele, evolutieve hulpmiddelen bieden die aan de verschillende behoeften aangepast zijn;
- 4° de doeltreffendheid en de eenvoud verbeteren voor de uitvoering van de administratieve processen;
- 5° de stappen voor digitalisering bevorderen.

§ 2. Een informatiesysteem moet op de architectuurprincipes gebaseerd worden die voldoen aan de standaardnormen van moderne informatiesystemen die bepaald worden in het strategisch plan.

**Art. 5.** Om te zorgen voor een coherente internaliserings- en externaliseringsbeleid dat in overeenstemming is met dit decreet, moeten de vier volgende principes inzonderheid in acht worden genomen:

- 1° transversale, geïntegreerde of generieke oplossingen bevorderen;
- 2° gezamenlijke stelsels van besluitvorming en samenwerking instellen om een medeverantwoordelijkheid van de entiteit en van ETNIC te waarborgen;
- 3° zorgen voor doorzichtigheid over het verbruik van begrotingen door ETNIC;
- 4° zorgen voor efficiëntie bij de gemaakte keuzes zowel voor de entiteit als ETNIC.

#### HOOFDSTUK III. — BEHEERSINSTANTIES

**Art. 6.** § 1. Er wordt een Strategische Raad voor het Digitale en Informaticabeleid van de Franse Gemeenschap opgericht.

§ 2. De belangrijkste opdrachten van de Strategische Raad zijn:

- 1° het digitale en informaticabeleid te bepalen en te beheren door het coördineren, in het kader van het strategisch plan, van de benaderingen van de entiteiten om een strategie en de betrokken transversale richtlijnen te definiëren;
- 2° een gestructureerd overleg en een gemeenschappelijk beheerskader te ontwikkelen tussen ETNIC en de entiteiten, die in aanmerking komen voor zijn opdrachten;
- 3° de Regering adviseren.

§ 3. In het kader van de toepassing van § 2 en de naleving van de beginselen opgenomen in dit decreet, wordt de Strategische Raad inzonderheid belast met het volgende:

- 1° de Regering het strategisch plan voorstellen voor de goedkeuring ervan en voor de opvolging ervan te zorgen;
- 2° voorstellen maken om, binnen ETNIC en haar begunstigden, initiatieven te nemen om de kwaliteit van de betrekking tussen de entiteit en ETNIC te waarborgen;
- 3° voorstellen maken van een noodzakelijke verbetering van de gemeenschappelijke IT-dienstencatalogus van ETNIC, in het licht van technologische ontwikkelingen en in functie van de behoeften van elke entiteit;
- 4° de transversale strategische keuzes op elke vraag die hem wordt voorgelegd, arbitrerend;
- 5° een advies of aanbeveling indienen, op verzoek van de Regering of op eigen initiatief, over alle zaken die verband houden met het beleid en de strategie van de digitale en informaticawetenschappen, met inbegrip van vragen met betrekking tot de sturing van de gemeenschappelijke financiering van ETNIC;
- 6° een advies uitbrengen over het jaarverslag van ETNIC;
- 7° een advies uitbrengen, op verzoek van de Regering of op eigen initiatief, inzonderheid bij de evaluatie van de ambtenaren-generaal van ETNIC, over de bijdrage van ETNIC tot de verwezenlijking van de IT-ontwikkelingsplannen van de entiteiten die daar vertegenwoordigd zijn. Dit advies wordt zonder deelname van ETNIC uitgebracht.

§ 4. In zijn besluitvorming leeft de strategische raad de richtlijnen van de Regering na, met inbegrip van organisatorische en budgettaire aspecten.

De beslissingen van de strategische raad worden bij consensus genomen. Bij gebrek aan consensus, op elk punt dat arbitrage vereist, wordt het binnen de 10 werkdagen bij de Regering ingediend.

Elke entiteit zorgt voor de uitvoering van de beslissingen van de strategische raad in het kader van haar respectieve bevoegdheden.

§ 5. ETNIC is verantwoordelijk voor het secretariaat van de strategische raad.

**Art. 7.** § 1. De strategische raad bestaat uit de volgende permanente leden:

- 1° de Administrateur-generaal en de directeur-generaal Informatica bij ETNIC, of hun respectieve vertegenwoordigers;
- 2° de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de Directeur-generaal van de Algemene Directie Ondersteuning en Coördinatie van dat Ministerie, of hun respectieve vertegenwoordigers;
- 3° de leidend ambtenaren, of hun vertegenwoordiger, van de andere begunstigden van ETNIC;
- 4° een vertegenwoordiger van de Regering, die voor het voorzitterschap ervan zorgt. De benoemingsprocedure van de vertegenwoordiger wordt door de Regering bepaald.

Een vertegenwoordiger van de Inspectie van Financiën neemt als waarnemer deel aan deze strategische raad.

§ 2. Deze strategische raad nodigt punctueel uit op basis van de behoeften of op verzoek van één van de leden:

- 1° de leidend ambtenaren van de entiteiten, instellingen of diensten bedoeld in artikel 1, 2°, c) en d), van het ETNIC-decreet voor de punten die hen aanbelangen;
- 2° deskundigen met, inzonderheid, uitgebreide ervaring in digitale en informaticawetenschappen.

§ 3. De strategische raad komt minstens vier keer per jaar bijeen.

Eenmaal per jaar, in juni, brengt hij alle entiteiten samen.

**Art. 8.** De Regering bepaalt de nadere regels voor de werking van deze strategische raad, met inbegrip van die met betrekking tot het uitbrengen van de adviezen bedoeld in § 3 van artikel 6 en het huishoudelijk reglement.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de aanvraag om advies bedoeld in artikel 6, § 3, 5° en 7°.

**Art. 9.** Elk jaar, uiterlijk op 30 juni, brengt de Strategische raad de Regering een verslag uit dat opgesteld wordt op basis van de voorstellen van ETNIC, over de uitvoering van het strategisch plan.

De Regering bezorgt het verslag aan het Parlement van de Franse Gemeenschap binnen de maand nadat ze akte ervan genomen heeft.

**Art. 10.** § 1. In overeenstemming met het strategisch plan, creëert of identificeert elke entiteit in haar geheel een instantie die inzonderheid belast is met :

1 ° op strategisch niveau:

a) het zorgen voor de opvolging van het beheer en de strategie voor digitale en informaticawetenschappen die bepaald wordt door de Regering;

b) op basis van de technische voorstellen van ETNIC, een IT-ontwikkelingsplan goedkeuren dat zijn strategische routekaart bepaalt in overeenstemming met het strategisch plan van de strategische raad;

c) het zorgen voor een samenhangende gedragslijn op het gebied van de ontwikkeling van de digitale en informaticawetenschappen;

2 ° op operationeel niveau:

a) het zorgen dat zijn IT-architectuur bij de richtlijnen van het strategisch plan past;

b) het zorgen voor prioriteitstelling, planning en anticipatie van zijn transversale of strategische prioritaire projecten;

c) transversaal beheer en een doeltreffende opvolging ontwikkelen van IT-projecten van de betrokken huidige en toekomstige entiteit en in dit verband de nodige arbitrage uitvoeren.

§ 2. Deze instantie wordt voorgezeten door de leidend ambtenaar van de entiteit.

Ze wordt op haar minst samengesteld uit de leden van het Directiecomité van de entiteit of een gelijkwaardig orgaan en uit één of meer vertegenwoordigers van ETNIC.

§ 3. Deze instantie komt minstens 6 keer per jaar bijeen.

§ 4. In haar besluitvormingsproces neemt elke instantie de richtlijnen in acht die uitgegeven worden door de Regering of die opgenomen zijn in het strategisch plan, goedgekeurd door de Regering.

De arbitrage wordt uitgevoerd door de instantie binnen de perken van de begrotingsmiddelen die door de Regering zijn toegewezen.

§ 5. De Regering bepaalt de nadere regels voor de mededeling en de samenwerking van deze instanties met de strategische raad.

**Art. 11.** § 1. Om te zorgen voor het beheer van de aanvragen in de digitale en informaticawetenschappen die door de entiteiten bij ETNIC worden ingediend, kan de instantie een of meer portefeuille-comités oprichten.

§ 2. De opdrachten, bevoegdheden en werkwijze van deze portefeuille-comités worden door de instantie bepaald.

§ 3. Elk portefeuille-comité is op zijn minst samengesteld uit de betrokken ambtenaren-generaal van de entiteit en uit één of meer vertegenwoordigers van ETNIC.

§ 4. Bij het nemen van zijn beslissing moet elk portefeuille-comité ervoor zorgen dat aan de richtlijnen wordt voldaan die door de verwijzingsinstantie worden uitgegeven binnen de respectieve entiteit die opgericht is overeenkomstig artikel 10, alsmede die welke zijn uitgegeven door de strategische raad of opgenomen in het strategisch plan, goedgekeurd door de Regering.

De uitgevoerde arbitrages mogen geen invloed hebben op de toewijzing van de middelen of de de begroting van de andere portefeuilles.

#### HOOFDSTUK IV. — STRATEGISCH PLAN

**Art. 12.** § 1. Het digitale en informaticabeleid van de Franse Gemeenschap wordt weergegeven in een strategisch plan voor digitale en informaticawetenschappen.

§ 2. Dit plan bevat tenminste:

1° de definitie en de richtlijnen met betrekking tot de algemene beginselen bepaald in Hoofdstuk I van dit decreet;

2° de richtlijnen voor de volgende thema's:

a) de strategische aanpassing die, op basis van de behoeften van de beroepen, het mogelijk maakt de informatieverwerkingsinstrumenten te bepalen die de hoogste toegevoegde waarde zullen opleveren om de strategische doelstellingen van de Franse Gemeenschap te bereiken. Deze richtlijnen hebben betrekking op de belangrijke functionele veranderingen die moeten worden geïntegreerd in het informatiesysteem op basis van veranderingen in de beroepen en de informatietechnologieën;

b) het informatiesysteem om de efficiëntie en kwaliteit ervan te verbeteren, met name door de volgende elementen:

- beheersing van risico's en kosten;

- rationalisatie en bundeling van de informaticadiensten, met inbegrip van infrastructuur, fysieke en virtuele hostingoplossingen;

- de interoperabiliteit van hulpmiddelen, methodes en normen voor IT-ontwikkeling, architectuur, beheer van projecten en diensten;

- het internaliserings- en externaliseringsbeleid;

- digitale innovatie.

c) de organisatie die betrokken is bij de ontwikkeling van beroepen en opdrachten.

§ 3. Dit plan wordt voor een periode van 5 jaar bepaald.

Bij de vervaldatum wordt het plan herzien door de strategische raad die belast is met het voorleggen van een bijwerking ervan aan de Regering.

§ 4. De Regering bepaalt de nadere regels voor het opstellen en de opvolging van het strategisch plan.

## HOOFDSTUK V. — SLOTBEPALING

**Art. 13.** Het strategisch plan wordt voor het eerste uiterlijk op 30 september 2020 door de Regering goedgekeurd.

**Art. 14.** Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgestelde datum en uiterlijk op 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 oktober 2018.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,  
Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

—  
Nota

*Zitting 2018-2019*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 683-1. — Commissieamendementen, nr. 683-2. — Commissieverslag nr. 683-3. — Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 683-4. — Vergaderingsamendementen, nr. 683-5. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 683-6.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 24 oktober 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/32186]

25 OCTOBRE 2018. — Décret relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par:

1° « Gouvernement »: le Gouvernement de la Communauté française

2° « Bénéficiaires »: les entités, organismes ou services, dotés ou non de la personnalité juridique, qui bénéficient des missions de l'ETNIC.

Sont visés:

- a) Les services du Gouvernement et les cabinets ministériels des membres du Gouvernement;
- b) Les organismes d'intérêt public et toute autre structure relevant du Comité de Secteur XVII, ainsi que le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique;
- c) Les organismes d'intérêt public et les services communs à la Communauté française et à d'autres collectivités publiques, créés par accords de coopération ou décret conjoint visant à ce que l'ETNIC assure tout ou partie des missions de service public visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>;
- d) Les services d'une autre collectivité publique, fédérée ou fédérale, que la Communauté française, ainsi que les entités et organismes qui en dépendent pour lesquels un accord de coopération vise à ce que l'ETNIC assure tout ou partie des missions de service public visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1° à 4°;
- e) Les personnes morales de droit public créées par la Communauté française ne relevant ni du Comité de Secteur IX ni du Comité de Secteur XVII;

3° « Programmes d'ordinateur »: les programmes standards et les programmes spécifiques, développés ou adaptés pour répondre aux besoins particuliers de l'ETNIC et d'un bénéficiaire, visés à au point 2° de l'article 6 § 1<sup>er</sup> du présent décret, y compris les logiciels et progiciels;

4° « RGPD »: Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (« Règlement général sur la protection des données »);

5° « Données à caractère personnel »: les données définies à l'article 4, 1) du RGPD;

6° « Traitement »: l' (ou les) opération(s) visée(s) à l'article 4, 2) du RGPD.

**Art. 2.** L' « Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) », ci-après dénommée « l'ETNIC », est un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique.